



17 décembre - Caen

CAEN PIC
P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 27 décembre 2019

Ne pas lâcher, jusqu'à la victoire...

La mobilisation du mois de décembre a été indubitablement un succès. Notre syndicalisme a retrouvé des couleurs ! On le disait moribond, condamné comme une anachronique survivance de la lutte des classes, à l'heure de l'individualisme promu depuis des décennies par les politiques néolibérales.

Par-delà la bataille habituelle de communication, chacun a pu noter les cortèges imposants et inédits depuis plusieurs années. Dans l'Éducation nationale, cela fait bien longtemps qu'une grève n'a été majoritaire comme elle l'a été le 5 décembre. Le soutien de l'opinion ne semble pas fléchir, malgré des semaines d'intoxication et de plans com' gouvernementaux plus ou moins habiles.

La prise de conscience de l'enjeu est forte, l'attaque contre le montant des pensions des salarié.e.s est sans précédent. Rares sont les personnes encore dupes de l'objectif de la réforme, bloquer le système par répartition des retraites à 14 % de la richesse produite pour favoriser, pour celles et ceux qui en auraient les moyens la capitalisation et l'épargne, pour le plus grand profit des banques et des assurances. Delevoye, lobbyiste d'assurance pris la main dans le sac dans ce qui apparaît clairement comme un conflit d'intérêt, a dû finalement jeter l'éponge.

Cette bataille est loin d'être finie et nous en sommes convaincus, nous pouvons la gagner. Des actions se poursuivent pendant les vacances, certains secteurs seront en lutte, il faudra faire preuve de solidarité, pour que tous et toutes ensemble nous puissions au mois janvier, nous retrouver à nouveau dans l'action. **UN NOUVEAU TEMPS FORT, DE GRÈVE ET DE MANIFESTATIONS EST FIXÉ PAR L'INTERSYNDICALE AU 9 JANVIER. IL S'AGIRA D'AMPLIFIER LA MOBILISATION.**

La feuille de route tracée par le congrès de Clermont-Ferrand est claire et ambitieuse. Confiant.e.s sur notre utilité, tout nous indique que le projet de libéralisation et d'individualisation de la société non seulement est rejeté par la population, mais en plus ne fonctionne pas. Personne ne veut une école sans moyens de fonctionner et inégalitaire, d'une sélection accrue, d'hôpitaux débordés, de services publics exsangues. Un service public tel qu'il a été défini par le conseil National de la Résistance au lendemain de la guerre, égalitaire et de missions, est toujours une aspiration profonde et largement majoritaire de la population.

C'est pour cela que, pour nos champs de syndicalisation, nous devons continuer la bataille contre les effets de la mise en œuvre de la loi dite de transformation de la fonction publique. Le gouvernement a instrumentalisé la question de l'efficacité des services publics, à nous de la reprendre pour faire la démonstration qu'on n'aura pas de bons services publics si on ne donne pas des droits et de la reconnaissance à ses agent.e.s. **Plus que jamais, en grève et dans la rue le 9 janvier !**

Jérôme Adell

Réforme du bac, la bataille des E3C



La réforme du lycée et du bac engendre un mécontentement généralisé, si ce n'est un ras le bol des professeurs en lycée. Le diagnostic fait par les syndicats du Second degré de la FSU se trouve confirmé. Le lycée « à la carte » implique la mise en concurrence des disciplines et une individualisation des parcours, le groupe classe tend à disparaître.

L'organisation des enseignements de spécialité en « barrettes » rend quasi impossible le suivi pédagogique des élèves. Les conseils de classe du premier trimestre ont été pour le moins des moments significatifs de cette perte du sens du travail enseignant (la plupart des délibérations ne réunissant souvent qu'une petite part des collègues intervenant.e.s, parfois 50 pour une même classe, pour quelques élèves à chaque fois.)

La prochaine échéance de la mise en place de la réforme est le passage des E3C. Les E3C (ou épreuves communes de contrôle continu) sont des épreuves ponctuelles qui portent sur les enseignements qui font partie du nouveau tronc commun et non évalués aux épreuves finales : histoire-géographie, enseignement scientifique (uniquement pour la voie générale), les langues vivantes 1 et 2, EPS et les mathématiques (uniquement pour voie technologique). La spécialité abandonnée en fin de Première compte également pour les épreuves communes.

Les élèves de première doivent plancher fin janvier sur des sujets choisis dans un banque nationale. Ouverte depuis peu, alors qu'elle aurait dû l'être courant septembre, ce retard démontre l'état d'impréparation du nouveau bac. Comment préparer les élèves à une épreuve dont on ignore le contenu ? C'est la question qui s'est posée aux élèves et aux enseignants le trimestre dernier. Le renvoi au local des modalités d'organisation officialise une rupture d'égalité entre les élèves, en effet chaque lycée est libre d'organiser ces épreuves selon des modalités différentes. Tous les témoignages montrent que



l'impréparation et le renvoi au local génèrent du stress et une surcharge de travail importante pour des personnels déjà épuisés par la mise en place à marche forcée de la réforme du lycée.

Alors que tout montre que rien n'est prêt, le Ministre s'enferme dans un déni de réalité. « *Son entêtement ressemble à l'histoire d'un homme qui tombe d'un immeuble de cinquante étages. Au fur et à mesure de sa chute, il se répète sans cesse pour se rassurer : jusqu'ici tout va bien. Mais l'important n'est pas la chute, c'est l'atterrissage.* » Pour le Snes-Fsu, il est encore possible d'éviter le crash en supprimant la première session des e3c. Une pétition est en ligne pour demander le report de ces épreuves en fin d'années sur le site.

Sur le terrain la résistance s'organise, dans beaucoup de lycées les enseignant.e.s ont boycotté d'ores et déjà le choix des sujets, et font remonter à leur hiérarchie les difficultés rencontrées. Une AG inter-lycée animée notamment par des camarades des syndicats du second degré de la FSU coordonne les différentes initiatives et les diffusent plus largement.

Congrès : une FSU combattive et déterminée

La FSU organisait cette année son congrès national à Clermont Ferrand du 9 au 13 décembre 2019. Il était précédé par les congrès départementaux.

Celui de la FSU14 a réuni une cinquantaine de collègues. Enseignants du 1er 2nd degré, assistants et assistantes sociales, infirmier-ères, un chef d'établissement, un salarié de pôle emploi et des collègues des services administratifs ont débattu sur les différents textes d'orientation, ainsi que sur les actions à mener face aux attaques du gouvernement contre la Fonction publique, les retraites et l'Éducation nationale.

Le congrès s'est achevé par un débat animé par notre collègue et camarade Nicolas Beniès, membre des Économistes atterrés, sur les mobilisations pour les nécessaires transitions économiques et sociales et les places pour les organisations syndicales dans ces alternatives, avec la présence de Sud rail, Sud Éducation, et la CGT. Le CDFD réuni à l'issue du congrès a élu 3 co-secrétaires départementaux : Jérôme Adell, Pascal Besuelle et Laurence Guillouard.

Le congrès national FSU s'est déroulé dans le contexte de luttes sociales. Difficile pour les représentants de s'éloigner du terrain en plein mouvement de grève reconductible contre le projet de réforme de retraites.

Benoit Teste succède à Bernadette Groison qui aura été 9 ans secrétaire générale de la FSU. Il a rappelé l'importance de la dimension fédérale de notre activité syndicale, la défense nécessaire de la parité, le besoin de réinventer les formes de la défense des collègues après une attaque inédite contre les droits des agents : la loi TFP (Transformation de la Fonction Publique) vidant les CAPD de leur contenu. Le congrès a réaffirmé la place de notre fédération dans les combats syndicaux, la FSU a de belles batailles à gagner.



Jérôme Adell



Pascal Besuelle



Laurence Guillouard

Laurence Guillouard

Fonction publique : une régression statutaire et des combats à poursuivre...

La loi n°2019-828 dite de « transformation de la Fonction publique » promulguée le 6 août 2019 fait voler en éclats une série de dispositions statutaires qui organisaient notamment des garanties collectives : **disparition des CHSCT, remise en cause des compétences des CAP, recours aux contractuels en plus grand nombre...**

Les lignes directrices de gestion ministérielles relatives à la mobilité des personnels en sont une des conséquences. Elles facilitent la multiplication des postes à profil et instaurent de nouvelles modalités qui ne garantiront plus la transparence et l'équité dans les opérations du mouvement. Dès

2020 les élu-es des personnels n'auront plus accès aux documents de travail du mouvement. En 2021, ce sera ceux des carrières qui ne seront plus communiqués.

Cette réforme livre ainsi les collègues à l'opacité, à l'arbitraire et renforce la gestion directe et le contrôle par la hiérarchie. Elle a pour but d'affaiblir les syndicats et diminuer leur influence. Le gouvernement a affiché la volonté d'aller très vite et de boucler ce dossier dans les prochains mois.

La FSU réaffirme sa ferme opposition au démantèlement du paritarisme.

Pas de retraite par points !

Le pouvoir macronien, tout à sa volonté d'aligner enfin pleinement notre pays sur les standards néolibéraux européens en matière de services publics (toujours moins), de protection sociale (toujours moins), de durée du travail (toujours plus), de « coût » de celui-ci (toujours moins) n'avait sans doute pas anticipé la capacité de résistance de deux secteurs qui pouvaient lui sembler vaincus ou atones : l'éducation et les transports.

Déjà perceptible le 24 septembre quand une quarantaine de personnels de l'EN en grève ce jour-là avaient appelé en AG à Caen à faire du 5 décembre une grande journée de mobilisation, journée posée dès cette période par des syndicats des transports comme le début, par la grève reconductible, de la confrontation avec le gouvernement sur la question des retraites.

Cette même date s'est imposée ensuite à une majorité d'organisations syndicales comme celle d'un ralliement de l'ensemble des salarié-e-s. La FSU a pris localement la mesure des inquiétudes des personnels qui ont participé massivement aux stages et heures d'information organisés sur la question des retraites. Autre signe : l'UNSA et le SGEN CFTD, pourtant favorables à la retraite par points rejoignent l'action, ce qui était incontestablement la marque d'une forte poussée de leurs mandants dans ce sens. Les conditions du succès syndical du 05 12 étaient alors réunies et nous avons ce jour-là connu la première grève majoritaire dans l'EN depuis – très – longtemps, ainsi qu'une manifestation interprofes-

sionnelle massive à Caen (plus de 20 000 personnes) dans laquelle le cortège des personnels de l'EN, structuré par la FSU, était impressionnant. La première étape était donc réussie, au delà des espérances de beaucoup. Restait le plus dur bien sûr : ancrer le mouvement dans la durée.

La locomotive de ce mouvement est connue : c'est bien sûr la reconduction journalière de la grève par les cheminots dans tout le pays et par les tramnots parisiens depuis le 5 décembre qui crée l'événement, perturbe de manière sérieuse l'économie et inquiète au plus haut point le pouvoir. Dans d'autres secteurs, dont l'EN, le mouvement s'est articulé autour de temps forts appelés nationalement (les 10, 12 et 17 décembre) et des logiques de reconduction certes minoritaires mais utilisant les « temps morts » pour construire le succès des « temps forts ». A Caen, l'AG de grévistes du 05 a lancé cette dynamique, un comité de grève se réunit régulièrement et l'AG du 17 décembre a été – presque – aussi nombreuse que celle du 05/12, les enseignant-e-s représentant encore une notable part des participant-e-s à une manifestation interprofessionnelle aussi fournie que celle du 05.

Ce mouvement est donc loin, à l'heure où nous écrivons, de l'essoufflement que cherche désespérément à apercevoir les médias « mainstream ». Bien sûr, la période des fêtes est un défi pour la continuation et le rebond du mouvement en janvier, mais les cheminots tiennent, leurs initiatives du matin (voir site FSU) sont rejointes par de

nombreux autres salarié-e-s et la date du 09 janvier est d'ores et déjà posée comme un nouveau temps fort par l'intersyndicale nationale. L'AG de l'EN du Calvados a appelé quant à elle à reconduire dès le 07 !

Les raisons de la colère sont connues :

- une retraite par points qui équivaldrait à la suppression des régimes « spéciaux » et se traduirait pour les enseignant-e-s par une baisse considérable des pensions ,
- perte que le gouvernement propose de combler par l'augmentation de primes au mérite s'inscrivant dans un « new management » cassant le sens du métier ,
- des contre réformes (bac, lycée, « évaluationite » à tous les étages) délétères.

Les tentatives gouvernementales de jouer les syndicats réformistes contre les autres pour obtenir une « trêve » sont pathétiques et... inefficaces, la base de l'UNSA et de la CFTD dans les transports refusant de lâcher la proie pour l'ombre (compensation pour les régimes spéciaux dans le nouveau régime des retraites proposé par E. Philippe)

Dans ce contexte, une seule issue est raisonnable : le retrait du projet gouvernemental de réforme des retraites, l'abandon des mesures paramétriques annoncées (« âge pivot » à 64 ans dès 2022) et l'annulation de la première série des évaluations du « nouveau » bac (E3C). C'est possible. Alors cher-e-s collègues, encore un effort !

Pascal Besuelle

